services convenus») sur la route spécifiée dans l'Annexe au présent Accord (appelée ci-après «la route spécifiée») pour le transport, en trafic international, de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier.

2. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée par une Partie contractante qui assure l'exploitation des services convenus peuvent omettre de faire escale en tout point de la route spécifiée, à condition que le service commence à point situé dans le territoire de la Partie contractante qui désigne l'entreprise de transport aérien et que l'omission de tout point d'escale dans le territoire de l'autre Partie contractante soit soumise à l'approbation des autorités aéronautiques de cette autre Partie contractante.

3. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante se conformeront, en survolant le territoire de l'autre Partie contractante, aux règlements fixés par l'autre Partie contractante concernant la voie aérienne, la route aérienne, le corridor aérien et les limites de l'espace aérien disponible.

4. Chacune des Parties contractantes avertira l'autre Partie contractante au moins soixante jours à l'avance de l'inauguration de ses services convenus sur la route spécifiée.

5. Les vols spéciaux entre les territoires des deux Parties contractantes de même que les vols effectués autrement que dans le cadre des services convenus au-dessus du territoire de chacune des Parties contractantes, n'auront lieu qu'après l'obtention de l'autorisation par voie diplomatique.

ARTICLE 3

1. Le Gouvernement de la République populaire de Chine désigne le «Département des Affaires internationales de l'Administration générale de l'Aviation civile de Chine» comme son entreprise de transport aérien chargée d'exploiter les services convenus sur la route spécifiée pour la Chine dans l'Annexe au présent Accord. Le Gouvernement du Canada aura le droit de désigner, au moyen d'une note diplomatique, une entreprise de transport aérien pour l'exploitation des services convenus sur la route spécifiée pour le Canada dans l'Annexe au présent Accord.

2. Chaque Partie contractante aura le droit d'annuler, au moyen d'une note diplomatique adressée à l'autre Partie contractante, la désignation d'une entreprise de transport aérien chargée d'exploiter un service convenu et de désigner une autre entreprise à cette fin.

3. Dès qu'elles auront reçu un avis de désignation de l'autre Partie contractante, les autorités aéronautiques d'une Partie contractante accorderont dès que possible à l'entreprise ainsi désignée l'autorisation appropriée d'exploiter les services convenus.

4. Dès qu'elle aura reçu cette autorisation, l'entreprise de transport aérien pourra commencer en tout temps à exploiter les services convenus, sous réserve de la disposition énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 et à condition qu'un tarif établi conformément aux dispositions de l'Article 8 du présent Accord soit en vigueur à l'égard de ce service.

5. Une part importante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise de transport aérien désignée par chaque Partie contractante devront demeurer entre les mains de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise ou de ses ressortissants.